

tution projetée serait une aggrégation, dans le premier cabinet fédéral, des premiers hommes d'état des différentes administrations provinciales actuelles. Il faudra essayer de combiner les six majorités de manière à avoir une administration qui gouvernera selon les vues bien comprises des six différentes provinces. Bien que cela soit possible au début, je ne vois pas comment cette harmonie pourrait durer pendant longtemps sans recourir à d'innombrables moyens de corruption. Dès le moindre désaccord, des zizanies et des divisions de la pire sorte naîtront, et dès lors plus de gouvernement possible. Malheureusement, ce projet n'offre aucune de ces facilités de bon fonctionnement, aucun de ces avantages par lesquels le pouvoir du plus fort est tempéré de manière à ne pas trop peser sur le plus faible. Tant que les majorités des différentes provinces resteront d'accord, tout ira bien et bien ; mais cette harmonie ne saurait durer longtemps, et à la première rupture viendra le trouble, et avec lui la chute de l'échafaudage. (Écoutez ! écoutez !) Pour ma part, je suis sincèrement d'opinion qu'il est de notre véritable intérêt de laisser pour un temps cette mesure à l'état de projet, de la juger avec soin et de chercher à trouver quelque chose de mieux—(écoutez ! écoutez !)—ce qui, j'en suis sûr, ne doit pas être impossible ; mais, au lieu de cela, on nous demande de renoncer à toutes considérations qui lui sont adverses et de l'adopter incontinent, et cela, tout en nous disant que nous ne pourrions pas en changer un seul mot. On cherche à motiver auprès de nous cette hâte sans précédent par diverses considérations, entre autres, l'attitude des États-Unis vis-à-vis de l'Angleterre, des provinces inférieures et de la nôtre. Avec la permission de chambre, je vais aborder en le moins de mots possible ces différentes considérations, après quoi j'aurai fini. Je vais commencer par celles qui concernent l'attitude des États-Unis, apportée comme une des raisons pour lesquelles nous devons nous empresser d'adopter cette mesure. Jusqu'à un certain degré, j'ai déjà effleuré ce sujet à un autre point de vue, mais il exige qu'on le mette plus en évidence, et, en ce faisant, je tâcherai de ne pas me répéter. Si l'on en jugeait par le langage de beaucoup de ceux qui se sont fait entendre, on pourrait croire que nous sommes à la veille d'une guerre avec les États ; mais, quant à moi, je suis loin de donner dans cette crédulité. Cependant,

si tel était le cas, ferions-nous bien de laisser de côté les questions les plus pressantes de nos défenses et de l'organisation de la milice pour ne nous occuper que de ces plans d'union fédérale, de constitutions provinciales, et Dieu sait quoi encore ? Ces choses, il est vrai, on nous demande de les discuter en toute hâte, de les adopter de même, bonnes ou mauvaises, chacun devant faire semblant d'espérer que tout sera bien à la fin, peu importe qu'il le croie ou non ; mais, M. l'ORATEUR, je le dis encore, si une guerre avec les États-Unis était imminente, la question pressante pour nous devrait être l'état de nos défenses, l'organisation de notre milice, de savoir ce que l'Angleterre pourrait faire pour nous, ce que nous pourrions faire pour nous-mêmes et ce que l'Angleterre et nous entreprendrions de faire ensemble. Mais, non, il ne s'agit nullement de cela à présent, et je considère que c'est dans le but de nous faire prendre le change en faveur de ce projet que l'on met en question nos défenses et la milice. (Écoutez ! écoutez !) Si les hon. messieurs de l'autre côté y croyaient, je suis certain qu'il s'occuperaient d'abord de la question la plus pressante. De plus, si ce danger n'était pas même assez éloigné, je serais porté à croire que l'introduction des questions actuelles vient un peu tard, car, s'il y avait danger réel de guerre avec les États-Unis, il serait tout à fait trop tard pour nous de rester ici à discuter tranquillement une union politique qui, le plus tôt, ne pourrait se consommer que dans quelques mois, et qui, à la fin, n'aboutirait qu'à la construction de voies ferrées et de fortifications, etc., qui demanderait des années. Si la guerre, dis-je, est imminente, quand même ces entreprises seraient commencées maintenant, elles le seraient trop tard. Quand un danger de cette sorte se présentera, ce n'est pas par des constitutions fédérales ou par des parchemins qu'on lui fera face, mais bien par les bras et les cœurs de la population se levant comme un seul homme à la voix de l'Angleterre, et s'appuyant de toute la puissance que celle-ci peut mettre à son service. En supposant que ce jour arrive, nous avons assez d'organisation politique pour entreprendre une telle défense, et nous n'avons aucun besoin pour la rendre plus complète de vice-roi, ni de cour, ni de lieutenants-gouverneurs, ni de tout l'appareil compliqué que promet le projet. Notre système actuel peut nous suffire et est même préférable à